

ON NE LUTTE PAS CONTRE L'EXTRÊME DROITE EN MENANT SA POLITIQUE MIGRATOIRE

Loi Darmanin le 26 janvier 2024, circulaire Retailleau le 23 janvier 2025, un projet de loi finances 2026 qui prévoit une hausse des taxes sur les personnes migrantes sollicitant un titre de séjour et la suppression des APL pour les étudiant-es étranger-ères, un projet de décret restreignant l'accès à l'AME et n'oublions pas le vote de la proposition de résolution visant à « dénoncer » l'accord franco-algérien le 30 octobre 2025 : la politique migratoire en France ne cesse de stigmatiser, précariser, écraser les personnes migrantes ! Et pourtant quel est le souhait de ces dernières ? Avoir un titre de séjour afin de garantir leur droit au travail, au logement, à l'éducation, à la santé etc... et favoriser ainsi leur insertion dans la société ! Mais une telle requête semble insoutenable pour le gouvernement qui fait systématiquement le choix de durcir l'accès à ces titres de séjour, avec la complicité de l'extrême droite qu'il prétend combattre. Et l'argument de l'appel d'air ne peut tenir quand les personnes migrantes, rencontrées par les associations et syndicats, préfèrent rester ici plutôt que de partir en Espagne où la politique de l'accueil semble avoir une autre orientation !

Ici à Poitiers, cette politique migratoire discriminante est bien visible, comme dans toute la France les OQTF (Obligation de Quitter le Territoire

Français) pleuvent et ont plus que doublé depuis 2017 (140 000 OQTF dans toute la France en 2024) ! Cette année en 2025, ce sont 17 travailleurs sans papiers sur les 20 membres du collectif de livreurs poitevins sans papiers qui ont reçu une OQTF de la préfecture, suite au dépôt de leur demande de titre de séjour le 22 mars 2025 suivie par une manifestation rassemblant plus de 500 personnes ! Les OQTF sont des décisions purement administratives et ne sont pas liées à un délit, et les travailleur-euses sans papiers font donc les frais de cette politique migratoire inspirée par l'extrême droite, y compris lorsque ces travailleur-euses exercent dans des secteurs où peu de citoyen-nes français-es travaillent : livraison de repas, agriculture, restauration, bâtiment, ménage, industrie agro-alimentaire...

Face à ce scandale d'injustice, et face à la montée en puissance de l'extrême droite et de ses idées haineuses, mobilisons-nous à Poitiers comme dans toute la France pour soutenir les personnes migrantes, et soutenons le collectif de travailleurs poitevins sans papiers ! Leur combat est celui de toutes et tous : il est celui contre l'extrême droite et ses idées, et contre la précarisation des travailleur-euses sans papiers qui nivelle vers le bas les droits sociaux de toutes et tous.

- ➔ **Abrogation de la loi Darmanin et de la circulaire Retailleau**
- ➔ **Régularisation large et durable des personnes sans papiers**
- ➔ **Régularisation intégrale des coursiers poitevins, signons la pétition <https://link.infini.fr/petition-livreurs-poitiers>**

MANIFESTATION LE 18 DÉCEMBRE 2025 18H30 - PLACE DE LA LIBERTÉ - POITIERS

Premiers signataires : Acat-Poitiers, AIDES 86, AÉSS (amicale de l'énergie solaire et solidaire), Amnesty International Poitiers, ATTAC 86, DNSI 86, Éducation World 86, La Cimade Poitiers, LDH section de Poitiers, Les Ami·e·s des femmes de la libération, Min' de Rien, Pour la paix en Syrie, RESF 86, Toit du Monde CFTD de la Vienne, CGT 86, CGT SELA 86 (Syndicat des Étudiant·e·s, Lycéen·ne·s et Apprenti·e·s), CNT-SO 86, FSU 86, Solidaires 86, GES 86, Les Écologistes Poitiers Sud Vienne, LFI 86, MJCF 86, NPA l'Anticapitaliste 86, PCF 86, Poitiers Populaire,